

*Initiatives ministérielles*

Certes, tous les fonctionnaires ne gagnent pas ce salaire-là, mais c'est la moyenne. Ils ont par ailleurs une pension pleinement indexée sur le coût de la vie. Dans le secteur privé, peu de travailleurs jouissent du même avantage. C'est une sécurité que la plupart des Canadiens aimeraient bien avoir. Ils jouissent aussi d'une des meilleures sécurités d'emploi au pays. Je le répète, peu de fonctionnaires risquent de perdre leur emploi. Ils n'ont pas à s'inquiéter, comme le font leurs collègues du secteur privé, de la possibilité que leur entreprise puisse fermer ses portes ou devoir soutenir la concurrence d'une autre. Les fonctionnaires n'ont pas à concurrencer qui que ce soit. Ils n'ont qu'à faire leur travail sans s'inquiéter d'un licenciement dans le cours normal des activités du gouvernement.

• (2120)

Ils jouissent de toute la gamme d'avantages sociaux, dont un régime d'assurance médicale subventionné, un régime d'assurance-invalidité subventionné, des congés de maladie payés, de généreux congés annuels, de même que des congés familiaux, y compris des congés de maternité subventionnés.

Voilà qui me semble assez cossus comme avantages, madame la Présidente. Voyons maintenant ce que nous leur offrons: des augmentations salariales conformes aux lignes directrices établies par le gouvernement dans son budget qui s'appliquent aux fonctionnaires, aux ministres, aux députés et aux sénateurs, ainsi qu'à leurs employés, aux Forces canadiennes et à la Gendarmerie royale du Canada. Ces deux derniers groupes n'ont pas d'augmentation durant la première année et ils ont accepté 3 p. 100 pour la seconde.

Des membres de l'AFPC sont venus manifester dans mon bureau de circonscription. Il est intéressant de noter que la localité où se trouve mon bureau compte moins de 5 000 habitants. Les membres ordinaires de l'AFPC de cette localité ne souhaitaient pas faire la grève. L'Alliance a réagi en y dépêchant, par autocar, des manifestants d'un grand centre, d'une des villes du Nouveau-Brunswick.

Je ne les connaissais pas, pas plus qu'ils ne me connaissaient, mais ils voulaient me rencontrer. Je suis donc sorti pour leur parler. Je leur ai simplement dit—et le journal local a publié un article à ce sujet—que la plupart des habitants de la localité n'avaient aucune sympathie pour eux. En vérité, tous ceux qui manifestent, crient et hurlent ne viennent pas de chez nous parce que la plupart

des fonctionnaires de la circonscription que je représente veulent travailler. Ils veulent que Daryl Bean en vienne à une entente.

Bon nombre de ceux qui veulent que la grève cesse m'ont écrit à ce sujet. Ils accepteront la formule zéro-trois-trois parce qu'ils comprennent quelle est la situation du Canada qui a accusé un repli sur le marché international l'année dernière. Ils savent ce qu'est une récession. Ils ne veulent pas perdre leur emploi. Ils veulent rentrer au travail. C'est Daryl Bean qui les en empêche.

Songez à quelques-unes des absurdités proférées par M. Bean. Il aurait dit ou laissé entendre qu'il ne s'agissait pas d'une grève contre la population canadienne. Il soutient qu'il ne s'acharne pas contre la population canadienne, mais bien contre le gouvernement. Il n'aurait pas la moindre intention de nuire aux Canadiens.

Maintenant, écoutez les propos de M. Dean rapportés le 17 septembre dans le *Globe and Mail*, et je cite: «Nous luttons contre le gouvernement canadien, nous ne sommes pas en guerre contre la population canadienne.» Pourtant, on peut lire dans le même article que les expéditions de céréales de l'Ouest ont été suspendues. Elles ont été suspendues, madame la Présidente, pour la coquette somme de 36 millions de dollars par semaine. Cette semaine, on prévoit que la somme atteindra 50 millions de dollars.

Les céréaliculteurs du Canada peuvent-ils résister à ce genre de supplice? Je ne le crois pas. Étant donné la baisse du prix des céréales dans le monde et les énormes crédits dont disposent les pays d'Europe et les États-Unis pour subventionner leurs céréales au détriment des agriculteurs canadiens, ceux-ci peuvent-ils se permettre de laisser pourrir leurs céréales dans des wagons immobilisés dans l'Ouest ou ailleurs au Canada? Bien sûr que non.

À qui M. Bean fait-il du mal? Aux Canadiens. Il nuit également à l'industrie du camionnage. Son intention, madame la Présidente, c'est de ruiner l'économie, car il n'a aucun respect pour ce qui fait rouler l'économie canadienne. Il ne veut pas que ça marche au Canada. Il n'a pas voulu voir ce qu'ont fait les provinces. Nous ne sommes pas le seul gouvernement du Canada à devoir acquitter des factures. Quatre provinces ont appliqué des augmentations salariales de zéro pour cent pour les 12 premiers mois. Ces provinces sont le Nouveau-Brunswick—ma province—, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba.